

Les crédits

• (1020)

L'hon. John McDerimid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, le premier député à prendre la parole aujourd'hui au nom du Parti libéral, le député de Scarborough—Rouge River du Grand Toronto, y est allé encore de la litanie des problèmes qui nous accablent en Ontario. Une fois de plus, les libéraux n'ont pas de solutions à proposer.

Ils réclament des fonds pour ceci ou pour cela, ils veulent régler les problèmes à coup d'argent, mais jamais ils ne disent d'où viendra cet argent. Ils se gardent bien de dire que le déficit va devoir être augmenté, qu'il va falloir emprunter encore plus d'argent et qu'il va falloir hausser les impôts. Ils gardent tout cela sous silence.

Le député parle de création d'emplois. Je puis dire au député que nous avons traversé une très sérieuse récession et que c'est bien évident que notre taux de chômage est beaucoup trop élevé à l'heure actuelle. Je peux lui dire que, de tous les pays industrialisés, c'est le Canada qui a connu, entre 1984 et 1990, le plus fort taux de création d'emplois. Pendant cette période, il s'est créé au Québec 1,6 million d'emplois, dont 1,4 existent toujours. Il ne faut pas l'oublier. Il ne faut pas que la population canadienne oublie que ces emplois existent toujours. Le nombre de personnes qui veulent entrer sur le marché du travail et de ceux qui sont au chômage à cause de la récession a augmenté.

Le député parle de la dégradation des banlieues et du problème de la drogue. Je me souviens très bien —et je veux lui rappeler ceci parce que j'estime que c'est important —d'un discours que le premier ministre a prononcé il y a quelques années. C'était en 1987, si je ne m'abuse, et j'étais ici lorsque la députée de Hamilton—Est a ridiculisé le discours du premier ministre. Celui-ci avait dit que nous avons un problème de drogue au Canada. Il a consacré davantage de fonds et d'efforts, avec le concours de la GRC, à la lutte contre les drogues, et cette lutte a remporté un certain succès. Ce n'était toutefois pas assez puisque ce fléau n'a pas été éliminé complètement.

Cependant, la députée de Hamilton—Est, au nom du Parti libéral, a taillé en pièces le discours du premier ministre en disant qu'il exagérait, qu'il aggravait le problème au point de le rendre incurable, qu'il ne devrait pas parler ainsi et que ce n'était pas exact.

Voilà qu'aujourd'hui les députés libéraux prennent soudainement conscience de l'existence des fumeries de crack et des problèmes engendrés par les drogues au Canada. Le premier ministre a alerté la population au

sujet de ces problèmes, et le gouvernement a pris des mesures pour y remédier. Le député aura beau dire que c'est faux, les faits sont là: le gouvernement a pris, et continue de prendre, des mesures de concert avec la GRC, les services de police locaux et ceux des autres pays pour lutter contre la drogue. C'est très important.

Le député a parlé d'immigration et de niveaux d'immigration. Il devrait savoir comment ça fonctionne. Le système existait bien avant que nous arrivions au pouvoir. Par l'entremise du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, le gouvernement communiquait avec les provinces pour savoir combien d'immigrants elles pouvaient absorber chaque année? Les provinces faisaient leurs recommandations, et c'est ainsi que les niveaux d'immigration étaient fixés.

Le député dit que c'est la faute du gouvernement fédéral s'il y a trop d'immigrants et pas assez de financement. Pour l'amour de Dieu, l'éducation a toujours été du ressort des provinces. S'il estime que le gouvernement fédéral devrait commencer à financer l'enseignement primaire et secondaire, qu'il le dise.

Est-ce la politique du Parti libéral? Est-ce la politique du Parti libéral que de financer l'enseignement primaire et secondaire? Si c'est le cas, j'ai bien hâte de voir ce parti engager la lutte sur le plan constitutionnel. Vous allez voir que les provinces vont prendre l'argent.

Le président suppléant (M. Paproski): À mon avis, il s'agit plutôt d'un commentaire, mais le député a une minute pour répondre.

M. Lee: Monsieur le Président, c'était un long commentaire qui se termine par une question.

Je n'ai pas dit que c'était la faute du gouvernement fédéral s'il y a de l'immigration au Canada. J'ai dit que le gouvernement fédéral avait la responsabilité de faire en sorte que l'établissement des immigrants se passe bien.

Je ne demande pas au gouvernement d'injecter des fonds. Je dis simplement que les ministériels devraient se servir de leur tête, faire preuve de leadership et exercer leurs pouvoirs.

Le député d'en face se plaint de ce qu'un député de l'opposition a eu le malheur de contester une initiative du gouvernement. Nous avons le devoir de critiquer le gouvernement de temps à autre, mais le gouvernement a le devoir de faire preuve de leadership. C'est au gouvernement fédéral qu'il incombe de se préoccuper de ces questions.